

**Conseil économique et social**

Distr. générale
12 septembre 2011
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2012
30 janvier-8 février et 17 février 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil
économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. ABANTU for Development	2
2. Academy for Future Science	4
3. All-Russian Social Fund « The Russian Children Foundation »	5
4. Antiviolence Center.	7
5. Union des avocats arabes	8
6. Fondation Arias pour la paix et le progrès de l'humanité	10
7. Asayesefid White Cane	12
8. Asian Centre for Human Rights	14
9. Asian Centre for Organization Research and Development.	16
10. Asian People's Disability Alliance.	17
11. Asociatia Pro Democratia	19
12. Union mondiale des femmes rurales	21
13. Association for Democratic Initiatives	23
14. Association for Progressive Communications.	24
15. Association of Third World Studies	27



1. ABANTU for Development

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

L'organisation a pour objet la promotion et la défense de l'égalité des sexes et de la politique qui s'y rapporte. Elle a été fondée en 1991 pour promouvoir le développement en Afrique sous l'angle de l'égalité des sexes. Son bureau régional de l'Afrique de l'Ouest a été ouvert à Accra en 1999. Il existe aussi un bureau de pays à Kaduna (Nigeria). Le bureau régional de l'Afrique de l'Est est situé à Nairobi. Le terme *abantu* signifie « les gens » dans de nombreuses langues d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Ce terme traduit la volonté de l'organisation de s'attaquer aux inégalités et aux disparités entre les femmes et les hommes dans la société.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Changements importants survenus dans l'organisation

Depuis sa création, l'organisation est devenue une entité influente de défense des droits des femmes à l'échelle du continent qui s'occupe de promouvoir la justice pour les femmes dans des domaines thématiques comme la gouvernance, la paix et le changement climatique, avec pour questions transversales la pauvreté et la technologie de l'information et des communications. Depuis 2004, chacun des bureaux régionaux est décentralisé, ce qui crée un sentiment de connexion avec les problèmes au niveau subrégional et local. La philosophie de l'organisation consiste à « entraîner les autres dans notre ascension ». Elle lui a permis d'offrir des programmes de formation et de développement des capacités pour le bénéfice de 500 000 femmes partout sur le continent. Parmi les autres initiatives qui ont eu des effets non négligeables, on citera :

- La production du « Manifeste des femmes pour le Ghana », un document politique mais non partisan qui met en évidence des questions essentielles qui préoccupent les femmes et formule des exigences, assorties de calendriers précis pour y répondre;
- La « Caravane de la santé », une initiative créée par le bureau d'Afrique de l'Est et destinée à l'Union africaine en vue de faire pression sur les décideurs nationaux et à l'échelle du continent en ce qui concerne les incidences négatives de la mortalité maternelle et la nécessité d'agir pour réduire prioritairement ces incidences;
- La création d'un cadre solide d'activistes de l'égalité des sexes qui s'emploient assidument à influencer sur les politiques sous cet angle grâce à leurs propres capacités renforcées.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La contribution de l'organisation aux Nations Unies a les formes suivantes :

- Militer pour la mise en œuvre des mandats des Nations Unies aux niveaux national et sous-régional;
- Effectuer des tâches spécifiques pour le compte des Nations Unies;
- Organiser des programmes au bénéfice des femmes au niveau local.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation participe effectivement depuis sa création aux processus des Nations Unies. Elle a participé activement aux processus de la Commission de la condition de la femme et a coopéré avec d'autres réseaux et coalitions pour organiser des manifestations parallèles lors des réunions de la Commission. Beaucoup de femmes qui ont développé leurs capacités grâce aux programmes de l'organisation ont également participé activement à d'autres activités des Nations Unies dans le but d'apporter une perspective d'égalité hommes-femmes dans ces enceintes. Ces processus sont notamment la Commission du développement durable, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement. L'organisme utilise également son statut consultatif pour en faire bénéficier d'autres organisations non gouvernementales et leur permettre de participer aux activités des Nations Unies soit directement, soit indirectement par des séances d'échange d'informations après les réunions de la Commission.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation met actuellement en œuvre un projet relatif à l'égalité des sexes et au changement climatique avec le soutien de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Elle collabore également avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à son programme d'action pour l'adaptation aux changements climatiques en Afrique. L'organisation offre des programmes de formation des formateurs sur l'égalité des sexes et le changement climatique au profit des décideurs en Afrique.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

- Promotion des droits des femmes et de l'égalité des sexes (objectif 1)
- Promotion des questions de genre dans le changement climatique (objectif 7)
- Initiatives de formation de coalitions avec d'autres groupes de la société civile (tous objectifs)

Information complémentaire

L'organisation adhère sans réserve aux processus des Nations Unies dans le domaine des droits de la femme et de l'égalité des sexes.

2. Academy for Future Science

Statut consultatif spécial accordé en 2003

Introduction

L'Academy for Future Science est une organisation à but non lucratif établie à Johannesburg (Afrique du Sud). Son travail s'étend toutefois non seulement à l'Afrique du Sud et au Lesotho mais aussi au monde entier.

Buts et objectifs de l'organisation

La définition de la mission de l'organisation reste la même que celle présentée en 2002. Elle couvre une large gamme d'activités et a pour but de promouvoir la compréhension de la science et de l'expérience humaine, et d'aider les personnes et les communautés.

Changements importants survenus dans l'organisation

Depuis 2009, l'organisation est associée au Département de l'information des Nations Unies.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Pendant la période considérée, les activités mondiales de l'organisation ont été centrées sur les conférences et les forums environnementaux et éducatifs dans les pays où elle a été active. Outre en Afrique du Sud et au Lesotho, elle a contribué au travail dans les domaines de l'environnement et de l'éducation au Brésil, au Chili, en Colombie, au Mexique et en Suisse. Elle entretient un dialogue direct sur la gestion de l'eau avec un membre de la délégation des Nations Unies au Lesotho qui assiste régulièrement aux conférences de la Commission du développement durable, ce qui permet à l'organisation de dialoguer à la fois dans son pays et à New York sur des questions comme l'épuration des eaux et les techniques de culture agricoles. L'organisation a été un des principaux participants et un parrain important de la Conférence Green Phoenix organisée en Suisse en 2010, où se sont réunis des dirigeants, notamment des États-Unis et d'Europe, pour débattre des possibilités environnementales positives, tant présentes que futures, qui sont mises en œuvre concrètement et peuvent l'être.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation continue d'assister aux réunions annuelles de la Commission du développement durable. En mai 2007, elle a envoyé des représentants pour assister à la quinzième session de la Commission, organisée au siège des Nations Unies, afin d'en savoir plus sur les « partenariats » efficaces pour le développement durable.

Coopération avec les organes des Nations Unies

En mai 2008, deux représentants de l'organisation ont fait un exposé sur le thème « Le changement environnemental : à quoi faut-il se préparer? » devant des membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Cet exposé était assorti de chiffres et d'un aperçu du travail de l'organisation ainsi que nombreux reportages audiovisuels sur les nouvelles technologies de recherche pour

illustrer les défis du changement climatique. L'exposé s'inscrivait dans une série d'événements parrainés par le PNUE sur le thème « Les nouvelles stratégies dans le domaine du changement climatique ». Des représentants de l'organisation ont présenté un aperçu détaillé de ses projets dans le domaine de l'agriculture et de ses projets avec la population des indiens xavante au Brésil. L'organisation a parrainé un atelier en association avec la sixième conférence annuelle du Département de l'information et du Comité des organisations non gouvernementales, organisée au siège du 5 au 7 septembre 2007 et à laquelle ont été présentés des exposés de principes sur le thème « La crise de l'eau : nouvelles stratégies liées au changement climatique ».

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation continue d'accomplir sa mission dans les domaines de l'éducation et de la formation par des séminaires à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement. Plus précisément, elle a œuvré à l'éradication de la pauvreté et de la faim en travaillant avec la population zouloue en lui fournissant des moyens au plan local pour créer des ressources alimentaires par l'agriculture à petite échelle. Elle a aussi œuvré avec ses associés au Mexique pour créer un espace agricole pour le programme de culture de denrées alimentaires afin d'apprendre aux personnes comment cultiver ces denrées et éviter la faim. Toutefois, sa meilleure réalisation demeure son programme de collaboration au Brésil en 2003-2010, par lequel elle soutient un programme éducatif pour les Indiens xavantes du Mato Grosso au Brésil. L'organisation leur fournit également des machines à coudre et des techniques pour la production de riz. En ce qui concerne l'éducation, l'organisation continue de fournir des denrées alimentaires, un abri, des manuels et du matériel informatique afin de permettre à 25 enfants xavantes au Brésil de fréquenter l'école publique dans une communauté proche. Elle a coopéré avec trois infrastructures agricoles en Afrique du Sud en vue d'enseigner les techniques agricoles durables de manière à ce que le sol reste sain et ne souffre pas de surexploitation. Elle a aussi noué des partenariats avec des associés au Brésil et au Mexique pour encourager la culture organique complémentaire et l'agriculture communautaire.

3. All-Russian Social Fund « The Russian Children Foundation »

Statut consultatif spécial accordé en 2003

Introduction

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour principal objectif de protéger les droits des enfants et de mettre en œuvre la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant; de souligner et de renforcer l'importance de la famille et du statut social de l'enfant; de renforcer la représentation publique de l'enfance à tous les niveaux du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif dans la Fédération de Russie; d'encourager l'évolution de la conscience publique vers l'éducation de nos jeunes générations; de mettre en évidence les responsabilités personnelles à l'égard de l'attitude négative vis-à-vis de la violence envers enfants et du non-respect de leurs droits; et d'aider à constituer une base sociale solide pour l'éducation, les loisirs et l'interaction des

enfants. L'organisation apporte une aide morale et financière aux enfants doués dans divers domaines et aide les orphelins, les enfants sans soutien parental, les enfants handicapés et les enfants de la Fédération de Russie et d'ailleurs qui sont victimes de la guerre, de conflits ethniques, de catastrophes naturelles ou d'épidémies.

Changements importants survenus dans l'organisation

En octobre 2006, l'organisation a changé son nom en All-Russian Social Fund « The Russian Children Foundation » (Caisse de bienfaisance panrusse « Fondation russe pour les enfants »). Bien que les buts et les objectifs de l'organisation soient inchangés, les modifications de ses statuts adoptés à l'époque et ratifiés par un certificat d'enregistrement de l'État du Ministère russe de la justice en mars 2007 ont élargi le champ de ses activités de bienfaisance.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En mars 2009, à l'initiative du président de l'organisation, le Conseil social pour la culture des enfants a été institué au sein du Ministère de la culture de la Fédération de Russie. Suite aux résultats de ses travaux, le Conseil social a adopté un document sur la protection des enfants à risque au moyen d'une culture moderne dans des organisations spécifiques pour les enfants.

Participation aux réunions des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont participé à la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde, centrée en particulier sur les orphelins, les enfants sans protection parentale et les enfants en manque criant de l'aide d'adultes. Dans le contexte de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale, l'organisation a élargi son expérience en matière de protection de l'enfance et de la maternité, contribué à créer des opinions et des attitudes microculturelles et tolérantes parmi les jeunes citoyens de la Fédération de Russie et aider à joindre les efforts du public et du Gouvernement pour résoudre les problèmes de l'enfance. À l'issue de ce programme, l'organisation a signé une pétition appelant les Nations Unies à organiser une deuxième décennie au profit des enfants en 2011-2020. L'organisation œuvre en partenariat avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) pour résoudre les problèmes de violation des droits des enfants et des mineurs. Elle est aussi membre du conseil fédéral pénitentiaire du service public.

Coopération avec les organes des Nations Unies

Il n'y a pas eu de coopération avec les organes des Nations Unies, l'organisation ayant été principalement occupée par la promotion et la mise en œuvre de 26 projets de bienfaisance à long terme destinés à améliorer la qualité de vie, la santé, l'enseignement et l'éducation morale et spirituelle des jeunes générations dans la Fédération de Russie.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1

Pendant la période considérée, les programmes de l'organisation dans 72 régions de la Fédération de Russie ont apporté un soutien non récurrent aux enfants et aux familles pour aider les enfants pauvres quittant les orphelinats et les enfants handicapés et pour faire bénéficier les orphelins d'un don non récurrent. Le total des fonds consacrés à l'amélioration des conditions de vie des enfants sans protection sociale dans la Fédération de Russie dans le cadre du projet intitulé « Aide sociale d'urgence » s'est élevé à 11 012 075 euros. Dans le cadre de son programme « Accords généraux », l'organisation participe activement à l'élaboration de lois régionales sur l'enfance qui sont censées combler les lacunes dans l'environnement législatif relatif aux enfants. Pendant la période considérée, ces efforts ont débouché sur l'adoption de lois sur les foyers familiaux pour enfants dans les régions de Belgorod et de Kirov.

Objectif 3

L'organisation a également mis en œuvre des projets médicaux et sociaux destinés à apporter un soutien organisationnel et financier à différents enfants pour les soins médicaux et la réadaptation ainsi qu'une aide financière aux institutions de soins médicaux et de réadaptation pour les enfants. Pendant la période considérée, l'organisation et ses filiales régionales ont mené une série de programmes médicaux fournissant une aide à 5 000 enfants dans le besoin pour un coût de 6 875 000 euros.

4. Antiviolence Center

Statut consultatif spécial accordé en 2003

Introduction

Il n'y a pas eu de changements.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation est vouée à la lutte contre la violence envers les femmes et leurs enfants et à la promotion des droits de la femme dans tous les secteurs de la société. Elle a été créée en 1985 en tant qu'association bénévole à but non lucratif et, depuis, elle est devenue un centre entièrement fonctionnel pour femmes battues.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En 2009 et en 2010, l'organisation a fait partie du groupe de travail du Lobby européen des femmes, qui s'est principalement concentré sur les préparatifs du bilan des 15 années de mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et de la campagne mondiale des Nations Unies de réforme des structures en faveur de l'égalité des sexes.

Participation aux réunions des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a participé aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires et aux grandes conférences ainsi qu'à d'autres réunions sur le sujet des femmes, en particulier sur la violence envers les femmes. En 2010, des représentants de l'organisation ont pris part aux réunions consacrées au bilan des 15 années de mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme. L'organisation était également représentée à des événements et des réunions parallèles d'autres organisations non gouvernementales consacrées à des sujets comme l'âge des représentants, faire entendre la voix des jeunes femmes au sein des Nations Unies et augmenter le nombre de jeunes hommes et de garçons aux côtés des femmes pour éviter et empêcher la violence envers les femmes.

Coopération avec les organes des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a coopéré avec les organes des Nations Unies et les organismes spécialisés dans le domaine de la violence faite aux femmes. En 2007, elle a invité des représentants du HCDH à préparer un atelier pour les avocats qui représentent les centres antiviolence en Italie, en s'appuyant sur les documents et la jurisprudence du Conseil des droits de l'homme, sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sur les rapports de mission générale de rapporteurs, afin de les aider à surveiller l'État italien et à veiller à ce qu'il doive rendre compte devant la Commission sur la condition de la femme et au Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de Parme (Italie) et les régions voisines. Les initiatives prises pendant la période considérée sont décrites ci-après.

Objectif 3, cible 2

L'organisation a organisé des sessions de formation sur l'égalité des sexes pour 2 000 élèves de lycées et 500 élèves de l'enseignement élémentaire. Elle a aussi distribué 15 000 préservatifs masculins à des filles victimes de la traite travaillant dans le secteur de la prostitution et 700 exemplaires d'un document d'information sur les maladies sexuelles. L'organisation a aussi organisé des activités à l'appui des principes mondiaux de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (le 25 novembre).

5. Union des avocats arabes**Statut consultatif spécial accordé en 1971****Introduction**

Il n'y a pas eu de changements.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a concentré ses activités sur la promotion des avocats et des barreaux dans le monde arabe et sur le renforcement des relations avec les avocats et les barreaux dans le monde. Dans le cadre de ces activités, des réunions régulières ont été organisées avec tous les barreaux arabes dans un des pays arabes (les réunions semestrielles du bureau permanent de l'association); des activités conjointes ont été organisées avec des organisations internationales non gouvernementales similaires, notamment une conférence conjointe avec le Barreau turc et un séminaire avec l'Association internationale des juristes démocrates. L'organisation a également organisé ses propres ateliers et cours de formation pour les avocats arabes ainsi que des séminaires sur des questions professionnelles, de droits de l'homme, politiques ou culturelles. Des séminaires ont été organisés sur le rapport Goldstone et sur le pillage et la destruction du patrimoine archéologique et culturel arabe.

Participation aux réunions des Nations Unies

Un représentant de l'organisation a assisté à la quatrième session du Conseil des droits de l'homme, qui a eu lieu du 12 au 30 mars 2007 à Genève. Le Secrétaire général de l'association a également assisté à la vingt-cinquième session ministérielle de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), tenue du 26 au 29 mai 2008 à Sana'a. En 2009, une délégation de l'organisation menée par son Secrétaire général a assisté au Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien, qui était organisé les 10 et 11 mars au Caire par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. En 2010, le Secrétaire général de l'organisation a assisté à la première conférence des États parties à la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, qui s'est tenue les 26 et 27 mars à Paris. Une délégation dirigée par le Secrétaire général de l'organisation a également assisté à la vingt-sixième session ministérielle de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, organisée du 17 au 20 mai à Beyrouth.

Coopération avec les organes des Nations Unies

En 2007, l'organisation et le Centre arabe pour le développement de l'état de droit et de l'intégrité ont organisé conjointement une conférence régionale sur les médias de masse et le parlement en Égypte, en Jordanie, au Liban et au Maroc, en coopération avec le PNUD. Cette conférence s'est tenue du 12 au 14 janvier à Amman. Les deux organisations ont aussi organisé conjointement, en coopération avec les Nations Unies, un atelier régional sur le pouvoir judiciaire en Égypte, en Jordanie, au Liban et au Maroc, qui a eu lieu les 26 et 27 janvier au Caire.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation n'a pas participé aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires, s'étant concentrée sur ses propres activités pendant la période considérée. Le plan d'action future de l'organisation consiste à élaborer des programmes et à consacrer une grande partie de son travail et de ses activités au Conseil et aux activités de celui-ci ainsi qu'aux initiatives liées aux objectifs du Millénaire pour le développement. De plus, le manque de ressources financières a affecté ses activités en dehors de la région arabe.

Information complémentaire

De manière générale, la situation financière de l'organisation et le manque de ressources financières ont affecté ses activités avec les organes des Nations Unies. Les représentants de l'organisation étudient actuellement de nouvelles méthodes et de nouveaux moyens pour contribuer à pallier ces facteurs. M. Omar Zein, élu récemment Secrétaire général de l'organisation, entrera en fonction en décembre 2011.

6. Fondation Arias pour la paix et le progrès de l'humanité**Statut consultatif spécial accordé en 2003****Introduction**

La Fondation est une organisation non gouvernementale à but non lucratif ayant son siège à San José. Elle a été créée en 1988 grâce aux ressources financières du prix Noble de la paix décerné à M. Oscar Arias Sánchez, son fondateur et ex-Président du Costa Rica, en hommage aux efforts qu'il a déployés pour aboutir à une paix solide et durable en Amérique centrale.

Buts et objectifs de l'organisation

À la lumière de sa mission, qui consiste à promouvoir des sociétés plus justes, plus pacifiques et plus équitables, l'organisation a développé des activités qui ont pour but principal d'atténuer les effets catastrophiques de la violence armée dans la région de l'Amérique latine, en mettant l'accent en particulier sur la lutte contre la prolifération des armes et de la violence armée.

Changements importants survenus dans l'organisation

Pendant la période considérée, l'organisation a étendu son aire d'action au-delà de l'Amérique centrale aux sous-régions latino-américaines du cône Sud et des Andes, en particulier par le projet « Safe School, Safe Community » et par des réunions multinationales sur le contrôle du transfert et du trafic illicite d'armes à feu.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a œuvré en faveur du traité sur le commerce des armes et d'autres régimes de désarmement et a plus de 20 années d'expérience dans la promotion d'autres questions dans l'arène mondiale, en particulier dans le contexte des Nations Unies. La plus importante de ces questions est le traité sur le commerce des armes, qui a débuté en 1997 sous la forme d'un code de conduite pour les transferts d'armes proposé par M. Arias et un groupe de lauréats du prix Nobel de la paix, et qui a évolué ensuite pour devenir une initiative pour la création d'un traité sur le commerce des armes, assortie de négociations avec le système des Nations Unies. Le soutien croissant au traité, qui regroupe actuellement 150 pays et 20 lauréats du prix Nobel de la paix, est dû en grande partie aux efforts de promotion déployés par des organisations de la société civile partout au monde, dans lesquels l'organisation a joué un rôle de premier plan.

Participation aux réunions des Nations Unies

- Traité sur le commerce des armes : réunions du groupe de travail ouvert à New York du 2 au 6 mars et du 13 au 17 juillet 2009; première réunion du comité préparatoire à New York du 12 au 23 juillet 2010; deuxième réunion du comité préparatoire à New York du 28 février au 4 mars 2011; troisième réunion de la commission préparatoire à New York du 11 au 15 juillet 2001
- Le Costa Rica était représenté par le directeur exécutif de l'organisation aux réunions du groupe gouvernemental d'experts sur les dépenses militaires pour la période 2010-2011 : réunions tenues du 8 au 12 novembre à Genève, et à New York du 9 au 13 mai 2011.
- Des représentants de l'organisation ont également assisté à des réunions les 25 et 26 octobre 2009 pour marquer la Semaine du désarmement, des Nations Unies.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation a été impliquée, avec le Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, dans des initiatives relatives à des questions comme le petit armement et les armes légères, les armes conventionnelles et les dépenses militaires.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En novembre 2009, l'organisation, en collaboration avec l'organisation non gouvernementale Religions for Peace, a parrainé par la campagne « Bas les armes » pour les jeunes, relative au désarmement pour la sécurité commune, qui a rassemblé des centaines de dirigeants religieux du monde entier pour inaugurer la campagne à San José. Le Costa Rica a été choisi pour accueillir le lancement de la campagne en raison de son dévouement de longue date à la cause du désarmement à l'échelle mondiale, notamment la suppression constitutionnelle de ses propres forces armées en 1949. La campagne s'est efforcée de nouer le dialogue avec les communautés religieuses, les organisations internationales, les gouvernements, les parlements et les assemblées nationales, les municipalités, les médias et les autres membres de la société civile à l'échelle mondiale en vue d'appuyer trois objectifs essentiels : le

désarmement nucléaire; l'arrêt de la prolifération des armes conventionnelles; et la diminution de 10 % des dépenses militaires à l'échelle mondiale en vue de promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement.

Information complémentaire

Dans la sphère économique, l'organisation a coopéré avec la Banco Centroamericano para la Integración Económica à une initiative de formation aux microentreprises pour les femmes au Costa Rica en les aidant à gérer leur propre entreprise. L'initiative fait aussi partie du réseau costaricien pour le Pacte mondial des Nations Unies relatif à la responsabilité sociale des entreprises, qui encourage la bonne citoyenneté des entreprises et l'établissement de partenariats public-privé.

7. Asayesefid White Cane

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Introduction

L'organisation a été créée en 1990 et poursuit ses activités destinées à soutenir et autonomiser les personnes aveugles et malvoyantes. Pendant la période considérée, l'organisation a étendu ses activités dans les domaines de la réadaptation, de la formation, de la formation des formateurs, de l'aide financière, de la sensibilisation du public, du soutien psychologique et d'autres domaines de l'aide.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y pas eu de changements.

Changements importants survenus dans l'organisation

Depuis qu'elle a obtenu le statut consultatif, il n'y a pas eu de changement dans la constitution, les statuts, l'aire géographique, les affiliations organisationnelles ou le statut consultatif de l'organisation. Il y a toutefois eu une augmentation du nombre de personnes aveugles et de malvoyantes à Téhéran et dans d'autres provinces qui ont bénéficié des services de l'organisation. Si le champ couvert par ses activités n'a pas changé, il y a toutefois eu une augmentation de la variété des services et des catégories pour les personnes aveugles et malvoyantes (comme les compétences pratiques pour la vie quotidienne, les sports et la bicyclette). L'organisation a également augmenté ses ressources financières en absorbant de nouvelles contributions et de nouveaux dons d'un des membres de son conseil d'administration.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a contribué à promouvoir l'élévation du niveau de vie, l'emploi, le progrès économique et social et l'amélioration de la santé pour les personnes aveugles et malvoyantes, par les activités suivantes :

- Services de réadaptation et de formation aux compétences professionnelles;

- Organisation d'ateliers, de cours, de cours de courte durée et de cours éducatifs, techniques et de formation aux compétences de la vie et aux compétences sociales;
- Offre de soutien psychologique et de conseils pour les personnes aveugles et malvoyantes et leurs familles;
- Enseignement de l'écriture et de la lecture en braille;
- Organisation de formations à la conscience de soi et à l'orientation sur des matières comme les artisanats et les travaux d'aiguille (broderie perlée, tricot, couture et poterie), lecture de poèmes, lecture en coréen, écriture narrative, botanique, art choral et musique, théâtre et art théâtral, et ordinateurs;
- Organisation de cours d'exercices physiques (yoga);
- Organisation de formations à la conscience de soi et à l'orientation;
- Organisation de camps éducatifs et culturels et d'activités sociales;
- Organisation de sessions en groupe pour les personnes aveugles et malvoyantes, les formateurs et les auxiliaires de l'organisation;
- Traduction de divers livres en braille et de documents vocaux;
- Aide aux étudiants par la traduction de documents pédagogiques en braille et en médias vocaux;
- Fourniture d'une aide financière pour les mariages;
- Offre d'aide financière pour l'éducation d'environ 150 étudiants;
- Dons d'outils d'aide tels que matériel d'écriture, cannes, enregistreurs vocaux, montres parlantes, horloges et indicateurs liquides;
- Organisation d'une aide spéciale dans diverses circonstances comme les sessions d'examen, les bibliothèques ou les bureaux;
- Offre d'une aide sociale aux personnes aveugles et malvoyantes dans le besoin.

L'organisation a aussi contribué à promouvoir les droits sociaux et humains des personnes aveugles et malvoyantes par les activités suivantes :

- Sensibilisation du public et information des communautés au sujet des capacités, des handicaps et des droits sociaux des personnes aveugles et malvoyantes;
- Assurer le contact et la communication avec les organisations gouvernementales, d'aide sociale et municipales au sujet des besoins particuliers des personnes aveugles et malvoyantes, par exemple, pour améliorer la qualité des voies piétonnières dans de nombreuses zones urbaines;
- Collaborer avec le système national de radiodiffusion et d'autres médias pour informer le public au sujet des besoins particuliers des personnes aveugles et malvoyantes;
- Coopérer avec les organisations gouvernementales et d'aide publique en vue d'harmoniser les mesures prises pour promouvoir les droits sociaux et le niveau de vie des personnes aveugles et malvoyantes.

L'organisation s'est également efforcée d'améliorer la coopération culturelle et éducative internationale. Par exemple, elle a organisé une manifestation symbolique avec la Turquie dans laquelle une aveugle et son mari ont parcouru à bicyclette la distance qui sépare Khoy, en République islamique d'Iran, qui est la ville des Shams Tabirozi, de Qonia, en Turquie, qui est la ville des Mowlana. L'organisation a également célébré chaque année la Journée internationale de la canne blanche (le 15 octobre) en organisant une manifestation publique et en profitant de l'occasion pour organiser des actions de sensibilisation, de mobilisation de fonds et de constitution de réseaux.

Participation aux réunions des Nations Unies

Il n'y a pas eu de participation aux réunions des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue aux initiatives visant à atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle en faisant don d'outils d'aide, de traductions de documents pédagogiques en braille et en médias vocaux, en organisant des examens et en apportant une aide financière pour l'éducation d'environ 150 élèves. Elle contribue également aux initiatives visant à établir des partenariats mondiaux pour le développement. On citera à titre d'exemple les efforts déployés par l'organisation pour jeter des passerelles d'échange d'informations avec la Turquie, sa coopération avec les bureaux des Nations Unies à Téhéran, et la célébration de la Journée internationale de la canne blanche (le 15 octobre) par l'organisation d'une manifestation publique.

8. Asian Centre for Human Rights

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Introduction

Il n'y a pas eu de changements.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et les objectifs de l'organisation consistent à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans la région d'Asie.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'organisation a mené les activités suivantes pour contribuer au travail des Nations Unies :

a) Demandes d'insertion dans le résumé de 10 pages des parties prenantes établi par le HCDH à étudier lors de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme. L'organisation a introduit des demandes de parties prenantes

pour les examens périodiques universels du Bahreïn, de l'Inde, du Pakistan et de Sri Lanka;

b) L'organisation a effectué des analyses critiques du travail des Nations Unies, notamment les études intitulées « OHCHR's damning silence: it needs a new approach to speak out », « Bangladesh: Q&A session at the UPR », « OHCHR's challenge in Nepal », « The United Nations scam on human trafficking: no protection for the victims », « OHCHR on UPR: speak up and die », « OHCHR in Nepal: an early warning for NGOs », et « Burma: Member States of the United Nations must intervene »;

c) L'organisation a soumis un rapport parallèle aux deuxième à cinquième rapports périodiques de l'Inde, sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (E/C.12/IND/5), qui a été examiné par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels les 7 et 8 mai 2008. Un représentant a également informé les membres du Comité lors d'une séance d'information informelle;

d) L'organisation organise régulièrement des ateliers de formation pour améliorer la connaissance des mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Pendant la période considérée, l'organisation a formé 170 défenseurs des droits de l'homme à l'utilisation des mécanismes des Nations Unies dans ce domaine.

Participation aux réunions des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a participé à diverses sessions du Conseil des droits de l'homme et de l'Instance permanente sur les questions autochtones et aux procédures des organes créés en vertu d'instruments internationaux.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation soumet régulièrement des communications aux titulaires de mandats au titre de procédures spéciales et a coopéré sans réserve lors de la visite du rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme que celui-ci a rendue en Inde en janvier 2011.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a suivi la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement en Inde en portant devant les institutions nationales des droits de l'homme et devant le pouvoir judiciaire les cas d'exclusion et de discrimination.

Information complémentaire

L'organisation a acquis un savoir-faire spécifique en matière d'utilisation et d'application, au plan national, des normes des Nations Unies en matière de droits de l'homme en utilisant les mécanismes nationaux dans ce domaine. Il faut mentionner ici que, le 3 mai 2011, la Commission nationale indienne des droits de l'homme a accordé une indemnisation de 17 885 800 roupies (environ 388 821 dollars des États-Unis) aux victimes de violations des droits de l'homme et à leur famille suite aux plaintes introduites par l'organisation.

9. Asian Centre for Organization Research and Development

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

L'organisation a été créée en 1981 et s'efforce depuis plus de 29 ans d'apporter des changements visibles et d'obtenir des résultats dans les communautés rurales et urbaines, au sein du Gouvernement et dans les organisations des secteurs public et privé.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but de parrainer, de mener et d'exécuter, en collaboration avec des organes, des enquêtes, des recherches ou des études sur des sujets de gestion, en particulier dans le domaine du développement organisationnel dans l'industrie, la santé, l'environnement et les secteurs agricole et rural, et de diffuser et d'exploiter leurs résultats.

Changements importants survenus dans l'organisation

Le travail mené précédemment par l'organisation dans le domaine de la participation de la population à la gouvernance, pour lequel le gouvernement de Delhi a reçu le premier prix des Nations Unies en 2005, a joué un rôle dans la réussite de la conception et de l'animation d'ateliers pour de grands groupes dans de nouveaux domaines.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a été représentée aux sessions annuelles du secrétariat de la Commission du développement durable et aux réunions du comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui se sont tenues au siège en mai 2011. Elle a représenté les agriculteurs aux réunions du secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, qui ont eu lieu à Copenhague en décembre 2009 et à Bonn (Allemagne) en juin 2010. Elle a également présenté des exposés à des manifestations parallèles organisées en marge de ces réunions.

Participation aux réunions des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a participé, de la quinzième à la dix-huitième, aux sessions de la Commission du développement durable à New York en 2007, 2008, 2009 et 2010. Elle a aussi participé aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions de la Commission de la condition de la femme, en 2008 et 2009. L'organisation a également été représentée à une réunion du débat de haut niveau du Conseil à Genève en 2009 et à la réunion d'octobre 2010 du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation, par ses projets, est centrée sur les domaines des soins de santé, du développement des capacités, de l'environnement, du développement durable, du changement climatique et de la création de revenu.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre de son projet sur l'atténuation de la pauvreté et sur le développement des microentreprises, l'organisation œuvre directement avec les pauvres des régions rurales à Bharatpur (Inde) pour faire progresser un projet sur la création de revenu et le développement des microentreprises, lancé avec le financement de l'Agence norvégienne de développement international. Au total, 1 079 personnes ont reçu une aide de l'organisation pour créer de petites entreprises qui permettent l'autonomisation, en particulier des femmes, dans les zones rurales de Bharatpur.

En 2005, l'organisation est arrivée en tête de 215 entreprises dans le monde et est devenue la toute première entreprise indienne bénéficiaire du prix Champion du service public décerné par l'ONU pour son « Yamuna Action Plan Project-II », dans lequel elle a effectué un travail de participation du public et de sensibilisation dans le cadre d'un projet plus vaste d'épuration de la rivière Yamuna mené avec l'administration municipale de Delhi. Elle a également été une des premières finalistes du Lee Kuan Yew World City Prize de 2010 de l'Autorité de redéploiement urbain de Singapour et du Centre pour des villes durables, dans la catégorie des politiques et programmes urbains, de la gestion urbaine et de la technologie appliquée dans les solutions urbaines.

Information complémentaire

Au début de 2007, l'organisation a lancé une campagne citoyenne pour la bonne gouvernance et le développement démocratique à Delhi. Cette initiative trouvait ses racines dans le soixante-quatorzième amendement de la Constitution indienne, qui traite des municipalités et prévoit la participation des citoyens dans le cadre des « ward committees » (comités de quartier).

10. Asian People's Disability Alliance

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Introduction

L'organisation est une organisation associative pour personnes handicapées établie au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et créée, gérée et dirigée par des personnes handicapées asiatiques.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a été créée il y a 22 ans pour répondre aux besoins de soins directs de son groupe de clients. Elle est impliquée dans des activités au niveau des politiques et apporte des contributions spécialisées concernant la race et le handicap aux services des pouvoirs centraux et locaux, aux planificateurs des services de

l'autorité sanitaire, aux collèges, aux instituts de recherche et à d'autres organes. L'organisation est un membre actif du mouvement des personnes handicapées au Royaume-Uni et participe aux diverses initiatives du mouvement pour garantir les droits et les possibilités pour les personnes handicapées au Royaume-Uni.

Changements importants survenus dans l'organisation

Après avoir pendant de nombreuses années offert un soutien aux personnes handicapées au Royaume-Uni, l'organisation a décidé de partager son expérience particulière en matière de soins et de soutien aux personnes handicapées asiatiques pour le bénéfice des pairs handicapés dans les pays en développement de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Elle a aussi apporté une contribution tangible au travail du Forum européen des personnes handicapées.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a été invitée à assister en Thaïlande à une conférence sur le handicap, à laquelle elle a pu constater l'énorme quantité de travail efficace déployé actuellement par les Nations Unies en termes de développement économique, social et autre pour les personnes handicapées dans le monde. Les membres de l'organisation ont dès lors décidé qu'ils souhaitent également jouer un rôle pour faciliter la suppression des obstacles auxquels sont confrontées les personnes handicapées partout dans le monde et se joindre aux efforts des Nations Unies pour autonomiser les personnes handicapées et promouvoir leur intégration sociale.

Participation aux réunions des Nations Unies

Après avoir obtenu le statut consultatif, l'organisation a apporté sa première contribution lors de la quarante-septième session de la Commission du développement social, tenue au siège en février 2009. Des représentants de l'organisation ont offert un apport sur le thème principal de la réduction de la pauvreté et sur d'autres questions liées au handicap, notamment l'accessibilité et l'absence actuelle d'attention ou d'importance accordée à l'enregistrement du handicap dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Lors de la principale session de clôture, l'organisation s'est réjouie d'avoir appuyé les réactions d'organisations non gouvernementales auprès du représentant de pays des Nations Unies en ce qui concerne l'importance de voir tous les pays prendre des dispositions et des mesures sérieuses pour améliorer la vie et les possibilités pour les personnes handicapées en les intégrant dans le reste de la société. Des représentants de l'organisation ont à nouveau apporté leur contribution à la troisième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui s'est tenue en septembre 2010 à New York. Ils ont aussi pris la parole lors des tables rondes pour mettre en évidence les mérites du programme « Diaspora Volunteering Initiative », dans lequel des professionnels volontaires de la diaspora sont déployés dans leur pays d'origine.

Coopération avec les organes des Nations Unies

En octobre 2005, des représentants de l'organisation ont été invités à assister à une conférence sur le handicap à Bangkok, accueillie conjointement par

l'organisation Leonard Cheshire Disability et par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

De 2008 à 2010, en collaboration avec l'organisation Voluntary Services Overseas et avec le Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'organisation s'est engagée dans le programme « Diaspora Volunteering Initiative » à Sri Lanka. Ce programme impliquait l'envoi de professionnels volontaires de la diaspora tels que des médecins, des enseignants, des conseillers, des formateurs aux compétences pratiques et d'autres professionnels, dans un district comprenant d'importantes communautés de personnes déplacées dans leur pays afin de fournir une formation et de développer les capacités, notamment par la formation pour les formateurs, l'aide médicale, l'éducation, la formation aux aptitudes de la vie quotidienne, des ateliers et d'autres activités adéquates. Le projet relatif au développement international était centré sur l'aide aux personnes handicapées et aux personnes de la communauté d'accueil dans le district de Puttalam à Sri Lanka. Il comptait quatre grands domaines d'activité : la création de revenu, l'égalité, la santé et l'éducation des personnes handicapées. Le programme appuyait les objectifs 1, 2 et 4 des objectifs du Millénaire pour le développement.

11. Asociatia Pro Democratia

Statut consultatif spécial accordé en 2007

Introduction

L'organisation est une entité non gouvernementale créée en 1990, affiliée à aucun parti. Elle compte actuellement 31 sections dans lesquelles plus de 1 000 citoyens (membres et volontaires) participent à la mise en œuvre de ses projets.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de l'organisation consiste à renforcer la démocratie au niveau national et au niveau international en encourageant la participation des citoyens.

Changements importants survenus dans l'organisation

En février 2011, un groupe de citoyens de la République de Moldova a demandé de créer la section Club de l'Association pour la démocratie à Chisinau. En octobre 2011, l'assemblée générale de l'organisation décidera de modifier ou non ses statuts pour permettre la création de filiales internationales. Les objectifs stratégiques pour la période 2011-2015 sont les suivants :

- Garantir l'exactitude du processus électoral pour les élections présidentielles, locales et parlementaires aux niveaux national et international;
- Améliorer la législation électorale relative à l'organisation et à l'administration des élections;
- Élaborer des mécanismes spécifiques pour la démocratie participative;

- Promouvoir la bonne gouvernance en élevant le niveau de transparence et en luttant contre la corruption;
- Améliorer l'éducation civique;
- Soutenir les pratiques démocratiques et lutter contre la discrimination dans les petites communautés;
- Informer les citoyens sur la position de la Roumanie dans l'Union européenne dans les domaines de savoir-faire de l'organisation;
- Renforcer la capacité institutionnelle de l'organisation en termes d'organisation et de communication interne;
- Augmenter de 30 % les revenus de l'organisation provenant de sources autres que le financement classique (offre de services, contributions, parrainage/dons);
- Améliorer la capacité de communication avec les autorités et les institutions publiques locales et avec les citoyens pour 15 sections au total d'ici à la fin de 2015.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En 2007, l'organisation a élaboré un projet sur le thème « Caravane pour l'information et la formation sans discrimination » en partenariat avec le Conseil national roumain pour la lutte contre la discrimination et le PNUD Roumanie, le but étant de créer un espace pour le dialogue démocratique sur la discrimination, une interface entre les institutions de l'État, les médias, les organisations non gouvernementales et les personnes défavorisées. De janvier 2009 à décembre 2010, un projet de renforcement de la bonne gouvernance en Roumanie a été élaboré avec le soutien financier du Fonds des Nations Unies pour la démocratie dans le but d'augmenter la représentation des femmes et de la communauté rom dans le processus décisionnel au niveau local et d'encourager les représentants à promouvoir et à appliquer les principes de bonne gouvernance dans leurs activités en tant que membre des pouvoirs publics locaux.

Participation in meetings of the United Nations

En tant que membre de l'European Network of Election Monitoring Organizations, l'organisation a diffusé les idées démocratiques et les initiatives en termes de communication en participant avec ses propres spécialistes aux missions d'observation des élections en vue d'observer le processus électoral dans des pays comme la Géorgie (2008), le Kirghizistan (2007, 2009, 2010), le Kosovo (2009, 2010) et l'Ukraine (2007, 2010). Les spécialistes de l'organisation dans le domaine de l'observation des élections ont également été invités par le Ministre roumain des affaires étrangères à participer à des missions d'observation des élections de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne dans des pays comme l'Afghanistan (2009), le Burundi (2010), la Côte d'Ivoire (2010), l'Équateur (2007), l'Éthiopie (2010), la Guinée (2010), la Guinée-Bissau (2009), le Népal (2007), le Niger (2011), le Nigeria (2011), l'Ouganda (2011), la République-Unie de Tanzanie (2010), le Soudan (2010), le Tchad (2011), la Tunisie (2011), et la Zambie (2011).

Coopération avec les organes des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a élaboré des projets avec le soutien et la coopération du PNUD Roumanie et du Fonds des Nations Unies pour la démocratie.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

De décembre 2008 à avril 2009, l'organisation a déployé un projet sur le thème « Mon monde grandit » pour promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement et développer l'implication de la communauté des jeunes. Les jeunes de 14 à 30 ans et les enseignants des lycées et universités partenaires de deux villes en Roumanie ont été les bénéficiaires directs du projet. Le projet a également apporté des avantages à toutes les communautés locales dans les deux municipalités.

12. Union mondiale des femmes rurales

Statut consultatif spécial accordé en 1947

Introduction

L'organisation est la plus grande organisation internationale pour les femmes rurales et est active dans 75 pays en Afrique, en Amérique centrale, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Asie du Sud-Est, en Australie, dans les Caraïbes, en Europe, en Extrême-Orient, dans les îles du Pacifique, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni. L'organisation a été créée en 1933 pour permettre aux femmes rurales de faire entendre leur voix au niveau international.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but de relever le niveau de vie des femmes et de leurs familles par l'alphabétisation, l'éducation et la formation, par des projets de développement communautaires pour la création de revenu et la promotion de l'agriculture, de la santé, de la nutrition et des soins aux enfants, par l'élimination de la discrimination et de l'inégalité des chances, et par la promotion de la coopération internationale et de l'entente internationale.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé à un atelier sur l'importance des mères pour leur fille, dans le cadre de la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est déroulée au siège du 26 février au 9 mars 2007.

L'organisation a parrainé un atelier sur le commandement et le développement des capacités pour les femmes rurales, qui a eu lieu du 10 au 14 avril 2007 à la Trinité-et-Tobago.

L'organisation a célébré la Journée internationale des femmes rurales (le 15 octobre) en faisant une déclaration à ses membres, en participant à diverses réunions dans de nombreux pays et en offrant une aide globale.

Participation aux réunions des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a assisté et participé à New York à des sessions annuelles, des ateliers, des séminaires et des réunions de dirigeants de la Commission de la condition de la femme.

À la cinquante et unième session de la Commission, du 26 février au 9 mars 2007, l'organisation a été cosignataire de déclarations d'organisations non gouvernementales sur des thèmes de principe comme l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence envers les filles, le rôle des hommes et des garçons dans la réalisation de l'égalité entre les sexes, et la fin de la discrimination et de la violence envers les filles. À sa cinquante-deuxième session, du 25 février au 7 mars 2008, l'organisation a été cosignataire de déclarations d'organisations non gouvernementales sur les femmes âgées, le financement et la paix. À sa cinquante-troisième session, du 2 au 13 mars 2009, l'organisation a été cosignataire de déclarations d'organisations non gouvernementales sur le thème prioritaire « Le partage égal des responsabilités entre les femmes et les hommes, y compris l'assistance en termes de soins dans le contexte du VIH/sida » et sur le thème « La participation sur pied d'égalité des femmes et des hommes aux processus décisionnels à tous les niveaux ».

En 2010, l'organisation a participé au Forum mondial des ONG de femmes, Beijing+15, et à la cinquante-quatrième session de la Commission, au siège dans les deux cas.

L'organisation a été représentée à la soixante-troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, du 17 au 23 mai 2007 à Almaty (Kazakhstan), dont le thème était le « Développement des systèmes de santé dans le contexte du renforcement de la croissance économique en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Asie et dans le Pacifique ».

L'organisation était également représentée à la dix-septième session de la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, du 4 au 15 mai 2009 à New York.

Des représentants de l'organisation ont assisté à la vingt-cinquième session de la Conférence régionale pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du 16 au 20 juin 2008 à Nairobi. Elle a également été représentée à la vingt-sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, les 26 et 27 juin 2008 à Innsbruck (Autriche), et à la Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale, du 3 au 5 juin 2008 à Rome.

Coopération avec les organes des Nations Unies

En 2008, l'organisation a coopéré avec le Programme de participation et la Section de l'assistance d'urgence de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation parraine des projets de développement de taille modeste afin d'enrichir les vies des femmes, des familles et des communautés dans les pays en développement.

Information complémentaire

La vingt-cinquième conférence triennale de l'organisation s'est tenue en 2007 en Finlande. Elle avait pour thème « Winning the way for women » (ouvrir la voie pour les femmes). L'organisation a également tenu des ateliers sur les Nations Unies par rapport à l'organisation et a adopté des résolutions et des recommandations sur des questions comme les femmes chefs d'entreprise, l'eau et la pauvreté, l'énergie pour l'avenir, la sensibilisation à l'obésité, les objectifs du Millénaire pour le développement, le diabète et le rôle des femmes dans les processus décisionnels.

13. Association for Democratic Initiatives

Statut consultatif spécial accordé en 2003

Introduction

L'organisation a pour but d'intégrer les droits de l'homme dans le développement politique, économique et social des sociétés dans l'Europe du Sud-Est.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but de protéger et de promouvoir les normes et les valeurs des droits de l'homme, de développer et de renforcer la société civile et de soutenir les citoyens, les réfugiés, les migrants, les personnes déplacées dans leur pays, les jeunes, les médias, le gouvernement, le secteur privé et les autres organisations de la société civile, par des activités de promotion et de défense, de participation et d'éducation. L'organisation a contribué au processus raisonné de paix et de sécurité dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en particulier le processus de décentralisation et de renforcement de la société civile au plan national et régional. Elle a participé activement au processus de suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Ohri, qui avait pour but de mettre fin au conflit violent dans l'ex-République yougoslave de Macédoine en 2001. À cet effet, l'organisation a contrôlé le degré de transparence du processus de décentralisation, les ressources budgétaires municipales, les capacités administratives, le transfert des responsabilités au niveau local, la participation des citoyens aux organes décisionnels, le développement économique et de l'infrastructure au niveau des municipalités, et la décentralisation dans le système éducatif. L'organisation s'est aussi concentrée sur le partage du pouvoir, la protection des minorités et leur représentation. Elle a élaboré des activités liées à la contribution de la société civile à la mise en place de procédures de décentralisation d'une grande efficacité dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Des rapports ont été publiés pour le bénéfice d'un grand nombre d'organisations intérieures et internationales.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Il n'y a pas eu de contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé à un certain nombre de réunions, notamment sur les stratégies pour l'emploi des jeunes; l'encouragement des partenariats mondiaux et le rôle des femmes (UNESCO); les frontières et la santé publique, en mai 2009 à Gorizia (Italie); et le renforcement du dialogue et de la collaboration interethniques en mai 2011, dans le cadre d'un programme conjoint avec les Nations Unies.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation compte parmi les organisations partenaires de mise en œuvre du projet du Fonds des Nations Unies pour la population relatif au renforcement des capacités nationales en vue d'empêcher la violence domestique, dont le but consiste à élaborer une réponse communautaire coordonnée et collaborative à la violence domestique et à renforcer les capacités des institutions et des organisations qui s'occupent de la violence domestique au niveau local. Le projet fait intervenir des fonctionnaires supérieurs et des employés administratifs des institutions qui traitent les cas de violence domestique, et les bénéficiaires finals seront les victimes de cette violence. Les objectifs du projet seront réalisés par un certain nombre d'activités, notamment la mise sur pied d'un comité de coordination sur la violence domestique; la conclusion d'un accord de coopération entre les institutions concernées; la création d'un plan d'action pour s'attaquer à la violence domestique au niveau local; la décision de faire du comité un organe permanent des pouvoirs publics locaux; l'organisation d'activités de formation et d'éducation pour les représentants des institutions concernées; et l'organisation de débats publics, d'activités d'information et de campagnes.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation n'a pas participé aux activités du Conseil, ayant centré ses activités sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'éducation relatifs à la violence domestique, le renforcement de la position des femmes dans la société, l'égalité des sexes et le renforcement du dialogue et de la collaboration communautaires interethniques.

14. Association for Progressive Communications

Statut consultatif spécial accordé en 1995

Introduction

Il n'y a pas eu de changements.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation, en partenariat avec d'autres, a lancé une initiative intitulée « Global information society watch » (surveillance de la société de l'information mondiale) pour surveiller la mise en œuvre des engagements internationaux et nationaux pris par les gouvernements quant à la création d'une société de l'information qui n'exclut personne. Elle a aussi élaboré une initiative concernant le lobbying en matière de communication en Afrique centrale, orientale et occidentale, afin d'identifier les obstacles politiques à l'élargissement de l'accès abordable à l'infrastructure des technologies de l'information et des communications en Afrique et pour défendre la levée de ces obstacles en vue de créer une plateforme solide pour la connectivité sous-régionale en Afrique centrale, orientale et occidentale. L'organisation a aussi travaillé à un projet similaire dans la région des Andes en 2009 et 2010, et à un projet pour doter les pauvres de la technologie de l'information et des communications. L'organisation a participé de manière constante au Forum sur la gouvernance d'Internet depuis sa création et a eu un rôle clef dans la régionalisation du Forum en favorisant et en organisant des réunions régionales sur la gouvernance de l'Internet en Amérique latine et en Afrique. Des représentants de l'organisation ont aussi participé au groupe consultatif des multiparties prenantes du Forum et à divers groupes de travail en vue d'organiser des sessions principales et des ateliers. Ses représentants ont aussi été choisis pour prendre la parole à des sessions inaugurales, de clôture et plénières principales.

Participation aux réunions des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a assisté aux réunions suivantes :

- Réunion du Conseil stratégique de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement, les 27 et 28 février 2007 à Santa Clara en Californie (États-Unis);
- Dixième Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement, du 12 au 14 février 2007 à Addis-Abeba;
- Consultation ouverte du groupe consultatif des multiparties prenantes du Forum sur la gouvernance d'Internet, les 13 et 14 février 2007 à Genève;
- Dixième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement, des Nations Unies, du 21 au 25 mai 2007 à Genève;
- Réunion conjointe de la Commission de la science et de la technique au service du développement, des Nations Unies, et de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement, le 25 mai 2007 à Genève;

- Réunion consultative sur le Forum de la gouvernance d'Internet, le 23 mai 2007 à Genève;
- Conférences ministérielles des ministres d'Amérique latine et des Caraïbes sur la société de l'information, organisée à San Salvador en 2008 par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes;
- Réunion de la Commission de la condition de la femme sur le financement pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, du 17 au 20 mai 2010;
- Treizième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement, du 13 au 16 juin 2101 à Genève;
- Onzième Conférence régionale sur la femme à Brasilia (invitée en tant que membre du groupe de travail 2010);
- Réunion du Forum sur la gouvernance d'Internet en 2007 (Brésil), 2008 (Inde), 2009 (Égypte) et 2010 (Lituanie).

Coopération avec les organes des Nations Unies United Nations

En 2010, l'organisation a élaboré un code de bonne pratique sur l'information, la participation et la transparence dans la gouvernance d'Internet avec la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies. Elle a également répondu, en novembre 2010, au questionnaire du groupe consultatif multipartites prenantes du Forum sur la gouvernance d'Internet et elle a soumis une évaluation du quatrième Forum sur la gouvernance d'Internet en novembre 2009. L'organisation a soumis en octobre 2009 un document écrit au Groupe des Nations Unies sur la société de l'information et a fait une déclaration sur les consultations ouvertes du Forum sur la gouvernance d'Internet en février 2008 à Genève. Des représentants de l'organisation ont apporté des contributions aux réunions de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information, tenu en mai et en juin 2008.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3. L'organisation a instauré une campagne annuelle pour sensibiliser à la manière dont la technologie de l'information et des communications est liée à la violence envers les femmes et pour renforcer les capacités des défenseurs des droits de la femme dans le domaine de cette technologie. Au cours de la période considérée, le projet s'est efforcé d'aider les participantes à négocier le terrain semé d'embûches de la technologie de l'information et des communications, où les libertés vont de pair avec des préoccupations croissantes en matière de sécurité et de respect de la vie privée.

Objectif 7. L'organisation a créé un projet relatif à la technologie de l'information et des communications, au changement climatique et à la viabilité écologique qui a pour but d'étudier la manière dont les environnements de la politique nationale en matière de TIC abordent ces questions et dont les TIC peuvent être utilisées de façon plus durable par leurs concepteurs, par les organisations de la société civile et par les fournisseurs de services.

15. Association of Third World Studies

Statut consultatif spécial accordé en 1995

Introduction

Il n'y a pas eu de changements.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a été créée en 1983 pour fournir une structure internationale pour l'étude scientifique et sous l'angle de l'humain des populations, des problèmes et des questions du tiers monde, le but ultime étant d'améliorer la qualité de vie. Elle est actuellement la plus grande organisation professionnelle de son genre dans le monde et compte des membres et des sections locales en Asie de l'Est et en Afrique, dont des scientifiques, des praticiens du domaine du développement du tiers monde, des employés d'organismes gouvernementaux et des diplomates dans 45 États des États-Unis et dans le district de Columbia ainsi que dans 21 autres pays dans le monde (en particulier en Inde, au Kenya et au Nigeria). L'organisation a une portée internationale par la distribution à l'échelle mondiale de son *Journal of Third World Studies* (comprenant des articles de scientifiques du tiers monde), par son statut consultatif auprès du Conseil, par son site Web et par ses sections en Asie du Sud et en Afrique (Kenya and Nigeria). La section d'Asie du Sud de l'organisation a organisé sept conférences couronnées de succès et des membres de sections au Kenya et au Nigeria ont assisté à ses conférences et contribuent abondamment au *Journal*. La section du Kenya a organisé sa sixième conférence, une grande réussite, en novembre 2005 au Western University College of Science and Technology à Kakemega (Kenya), qui a attiré des participants du Nigeria, d'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La représentante de l'organisation auprès des Nations Unies a contribué à plusieurs réunions des Nations Unies au cours de la période considérée et a participé activement avec d'autres grands groupes à plusieurs réunions du Forum des Nations Unies sur les forêts et de l'Instance permanente sur les questions autochtones. La représentante a aussi contribué à l'organisation d'une initiative au Ghana en juillet 2010 pour soutenir le travail du Forum pour les forêts.

Participation aux réunions des Nations Unies

Pendant la période considérée, la représentante de l'organisation auprès des Nations Unies a assisté aux réunions suivantes :

- Septième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, du 16 au 27 avril 2007 au Siège;
- Sixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, du 14 au 25 mai 2007 au Siège;

- Huitième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, du 20 avril au 1^{er} mai 2009 au Siège;
- Huitième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, du 18 au 29 mai 2009 au Siège;
- Réunion du groupe ad hoc d'experts du Forum des Nations Unies sur les forêts, du 14 au 17 septembre à Nairobi;
- Neuvième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, du 24 janvier au 4 février 2011 au Siège.

Coopération avec les organes des Nations Unies

La représentante de l'organisation a également assisté à des réunions associées à la Convention sur la diversité biologique et à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Étant donné que l'organisation ne possède pas le statut d'observateur auprès de ces organisations, c'est un représentant d'autres organisations qui y a assisté. Toutefois, la représentante apporte aux réunions son expérience des questions environnementales et du monde du Sud.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue à tous les objectifs du Millénaire pour le développement, puisqu'elle compte des scientifiques de par le monde qui étudient les sujets concernés. En outre, elle a des sections en Asie du Sud et au Kenya. L'organisation accueille un forum sur les études et la recherche africaines qui offre un portail important pour les scientifiques qui souhaitent nouer le dialogue avec leurs collègues au sujet des travaux récents dans des domaines liés à l'Afrique.